

S
E
U
N
A
H
A
C
H
A
N
Z
E

« En vacances, on ne se
contente pas de reposer le
corps et les neurones, on
reconstitue aussi des valeurs,
des références communes »

Jean-Didier Urbain, anthropologue et sociologue

EnVacances !
2019 !

« Avec mon mari, une fois qu'on a payé les factures, il ne reste rien. Heureusement qu'on a le jardin. On compte tout. Les loisirs, on n'y pense pas. Les vacances encore moins... »

Danièle, 66 ans

LES VACANCES : UNE URGENCE SOCIALE



La crise sociale que traverse notre pays touche tous les domaines et entraîne des revendications multiples (pouvoir d'achat, transition écologique, plus de démocratie...).

Loin d'être anecdotique, la demande de vivre dignement inclut la possibilité de partir en vacances. Alors que 40 % des français ne partent pas en vacances, dont 3 millions d'enfants, les Français sont 87 % à considérer que c'est une nécessité pour leurs enfants et 83 % pour eux-mêmes¹.

Cette demande touche l'ensemble de la population : jeunes, moins jeunes, personnes âgées. Elle met en exergue les inégalités qui minent notre société. Selon l'Observatoire des inégalités, 86 % des cadres supérieurs vont en vacances contre 47 % d'ouvriers. Partir ou ne pas partir est désormais un véritable marqueur social. Pour les non-partants, c'est une double peine. A un

quotidien socio-économique souvent très contraint, s'ajoute l'impossibilité de rompre avec les pesanteurs du quotidien, de se détendre, de profiter d'un temps singulier et privilégié, d'être « *comme tout le monde* ».

Ne pas partir signe l'exclusion et participe à la dégradation des conditions de vie.

Ce constat alarmant va en s'aggravant : les écarts entre Français se creusent. Ils partent de moins en moins, aujourd'hui 50 % des enfants des familles les plus modestes ne vont pas en vacances, alors qu'ils étaient 40 % en 2004. De même, le taux de départ des plus défavorisés est passé de 44 % en 1998 à 40 % en 2014 alors que dans le même temps, il passait de 83 % à 86 % pour les plus aisés². Cette situation porte en elle des risques forts de ruptures sociales, citoyennes, économiques et culturelles.

L'accès aux vacances est finalement un révélateur de l'état de notre société. Force est de constater qu'il y a urgence et matière à agir !

1 Sondage IFOP « *l'image détaillée des vacances aux yeux des Français* », avril 2018

2 https://www.inegalites.fr/Qui-va-partir-en-vacances?id_theme=19

LE NON-DÉPART : UN SIGNE D'EXCLUSION, UN RISQUE DE RUPTURE



Ne pas pouvoir partir en vacances renvoie à son propre statut et renforce le sentiment « d'assignation à résidence » et d'injustice. C'est donc loin d'être une question accessoire. Le temps libre est l'espace contemporain de façonnage des normes sociales et donc des écarts, avec les inégalités qu'ils génèrent. Le non accès aux loisirs et aux vacances est un facteur d'exclusion. En effet, comment s'intégrer dans une société du temps libre lorsque l'on n'a jamais vu ou on n'est plus en capacité de voir la mer, la montagne, la campagne, le patrimoine à la fois commun et national ? L'accès aux vacances est un aspect de la vie qui est nécessaire. Les impacts du non départ pour une famille sont tout aussi considérables et ce par différents aspects. D'après l'Observatoire des familles ¹, « quand ils ne partent pas, 82 % des parents se sentent coupables de ne pas pouvoir offrir plus à leurs enfants ; 40 % évoquent les répercussions sur le quotidien de la famille (stress et fatigue), 24 % évoquent la frustration au sein de la famille, 24 % parlent de reproches et de tension avec les enfants ». Au contraire, partir en vacances renforce la fonction parentale et renvoie aux enfants, une image positive de leurs parents². Comme l'exprime une bénéficiaire d'un dispositif d'accompagnement aux vacances : « En vacances il n'y a pas de stress, pas de factures, il n'y a rien... Même les →

LES PUBLICS OUBLIÉS : À L'IMAGE DU MANQUE D'INCLUSION DE NOTRE SOCIÉTÉ

Les vacances participent pleinement au sentiment d'appartenance, à la cohésion sociale. C'est d'ailleurs un bénéfice fortement perçu par les personnes les plus isolées (selon la taille du foyer et/ou l'âge de la personne...) qui sont aussi celles qui partent le moins.

Les personnes âgées, notamment celles en perte d'autonomie, ont beaucoup moins d'occasion de quitter leur domicile : 60 % des plus de 65 ans ne partent pas en vacances. Peu de dispositifs existent aujourd'hui pour favoriser leur départ.

Les personnes en situation de handicap sont les plus exclues : 1 sur 3 ne part jamais en vacances, se heurtant à diverses problématiques, selon le handicap (auditif, mental, moteur et visuel). Les personnes concernées et leur entourage sont confrontés à d'importantes difficultés logistiques à chaque étape du séjour: lieux d'hébergement, transport, accès aux sites touristiques, plages, etc.

1 « Quel accès aux vacances et aux loisirs pour les familles », étude de l'UDAF 59, 2016

2 « L'accompagnement social au départ en vacances », Vincent Guillaudeux et Françoise Philip, Caisse nationale d'allocations familiales, 2014



« Pour moi, les vacances,
c'est tout ce qui me sort de cette prison
qu'est ma solitude »

André, 81 ans

enfants, personnellement envers moi, sont différents. Ce n'est pas de redécouvrir, mais se rapprocher ; et voir aussi (...) que Maman, elle peut faire autre chose que gronder (...) »³. En contribuant à valoriser l'image des parents, l'expérience des vacances fortifie la construction des enfants, adultes en devenir.

Les conséquences du non accès aux vacances se mesurent particulièrement chez les enfants, d'autant qu'elles s'inscrivent dans le temps. D'une part, partir en vacances permet de se sentir comme les autres et d'avoir des souvenirs à raconter à la rentrée. Pour les enfants qui ne partent pas, le sentiment de dévalorisation est violent. D'autre part, plus l'enfant va pouvoir partir, en famille, en séjour collectif, dans une diversité de lieux (ex : à l'étranger...), plus il bénéficiera d'expériences riches en découvertes culturelles, en rencontres et en apprentissages, comme la mobilité ou le vivre ensemble⁴. Les déficits d'apprentissage sur le temps des vacances ont des impacts négatifs sur le parcours scolaire et réduit le champ des possibles à l'âge adulte. Ce temps de césure sert à se construire, à se penser, à se mettre en perspective, dans un monde plus vaste que celui du quotidien.

³ « L'accompagnement social au départ en vacances », Vincent Guillaudoux et Françoise Philip, Caisse nationale d'allocations familiales, 2014.

⁴ Bulletin n°48 de l'OVLEJ sur le vivre ensemble vu par les parents

AU FAIT C'EST QUOI, LES VACANCES ?

L'Organisation Mondiale du Tourisme définit les vacances comme un séjour en dehors de son domicile, pour des raisons autres que professionnelles, au moins 4 nuitées d'affilée. Au-delà de cette définition formelle, dans l'imaginaire collectif, les vacances sont synonymes de déconnexion et de repos, nécessaire pour retrouver « un équilibre ». Pour 97 % des Français, la première utilité des vacances est de « se détendre et de couper du quotidien »⁵.

Le droit au repos et aux loisirs est reconnu dans plusieurs textes majeurs tels que la Déclaration des droits de l'Homme (article 24 ; Organisation des Nations Unies, 1948), la Convention internationale des droits de l'Enfant (articles 23 et 31 ; Organisation des Nations Unies, 1989) ou encore dans les principes des Nations Unies pour les personnes âgées (Organisation des Nations Unies, 1991).

La loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions du 29 juillet 1998, enrichie en janvier 2017 par la loi relative à l'égalité et à la citoyenneté, précise que « L'égal accès de tous, tout au long de la vie, à la culture, à la pratique sportive, aux vacances et aux loisirs constitue un objectif national. [...] L'Etat, les collectivités territoriales, les organismes de protection sociale, les entreprises et les associations contribuent à la réalisation de cet objectif ».



« On est plus détendu, je prends des résolutions après.
La dernière fois, je suis rentrée et je suis tout de suite
allée m'inscrire pour passer mon permis de conduire.
On est boosté, on se sent plus léger »

Myriam, 35 ans

LES VACANCES, C'EST BON POUR TOUS ET POUR TOUT



On entend encore dire que les vacances, ça se mérite ! Pourtant, elles répondent à de nombreux besoins qui font écho au droit de vivre dignement : le bien-être, l'épanouissement, un bon état de santé physiologique et psychique. Les vacances sont propices au resserrement des liens, au développement de nouveaux contacts et de nouveaux apprentissages. Elles ont aussi des effets notables sur l'économie. Pouvoir faire partir tout le monde en vacances est un investissement pour l'avenir !

Les effets des vacances... après les vacances

95 % des français voient dans les vacances une occasion de « faire des découvertes et d'apprendre des choses¹ » et 76 % considèrent que les vacances sont un moyen de rencontrer des univers, des personnes qu'ils ne côtoient pas habituellement. De nombreux acteurs qui œuvrent pour l'accès aux vacances font le même constat. Les effets de ces temps privilégiés vont bien au-delà de la période du départ : (re)mobilisation pour un projet personnel et/ou professionnel², gain en autonomie et en mobilité, acquisition de compétences, accroissement du réseau relationnel de chacun... Préparer ses vacances, c'est

d'abord construire un projet. Partir, c'est à la fois réussir un projet et vivre une expérience heureuse d'inclusion sociale, importante pour l'individu et/ou la famille.

Les vacances et l'accompagnement au départ peuvent être un formidable levier pour de nombreuses politiques publiques locales comme nationales : le soutien à la parentalité, l'insertion sociale et professionnelle, l'apprentissage de la mobilité, le maintien de l'autonomie des personnes âgées, la lutte contre l'isolement, la mixité et la cohésion sociale. Pourtant, les vacances sont souvent les grandes absentes de la conception et de la mise en place des politiques publiques.

Des impacts économiques forts

Aller à la découverte d'un nouveau lieu de vacances ou revenir dans un lieu auquel on est attaché participe du développement du territoire visité, de son patrimoine et de sa culture. Plus un territoire se développe, plus il est attractif. Il est essentiel de rappeler que 80 % des vacanciers français passent leurs vacances sur le territoire national³. Les vacances génèrent d'importantes retombées économiques (7% du PIB)⁴. Elles créent ou maintiennent de nombreux emplois.

1 Sondage IFOP « l'image détaillée des vacances aux yeux des Français », avril 2018

2 Etude ANCV/CNAF sur l'impact des vacances sur les familles, novembre 2012

3 Sociologie du tourisme, Saskia Cousin et Bertrand Réau, la découverte, 2016.


4 « Le tourisme social et solidaire » Alternatives économiques Poche, Hors-série poche n°67 – Avril 2014.

5 Sondage IFOP « l'image détaillée des vacances aux yeux des Français », avril 2018

LEVER LES FREINS AU DÉPART EN

« Je veux juste de quoi vivre décemment, me faire plaisir de temps en temps en m'offrant un petit resto et pouvoir partir un peu en vacances »

Yves, 45 ans.

 Le processus de démocratisation des vacances est en panne tout particulièrement pour les personnes les plus fragilisées : femmes seules avec enfants, personnes âgées, personnes sans emploi ou précaires, personnes isolées en milieu rural comme en milieu urbain... Pour favoriser le droit aux vacances pour tous, une véritable politique publique partagée par tous les acteurs concernés est nécessaire.

Dépasser le frein psychologique, social et culturel

Le non départ en vacances s'explique notamment par des freins sociaux, culturels et psychologiques : précarité de l'emploi qui fait qu'on ne sait pas de quoi demain sera fait, horaires flexibles qui ne permettent pas de s'organiser à long ou moyen terme, manque de compétence quand, dans sa famille, on ne partait déjà pas en vacances, appréhension de l'inconnu... Ainsi certaines familles excluent d'emblée les vacances, se disant que « *ce n'est pas pour elles* », même quand le frein financier peut-être levé. Cette mise à distance sociale intériorisée, nécessite un accompagnement pour être dépassée : anticiper ses vacances, se préparer aux situations nouvelles (transport, nouvel environnement...), souvent sources de craintes. Reste que les dispositifs d'aide au départ, dont les effets positifs vont au-delà des vacances, sont trop peu nombreux et pas assez financés.

Lever le frein financier

Le revenu du ménage est le premier frein au départ en vacances. Ainsi, 40 % des personnes aux revenus inférieurs à 1 200 euros mensuels ont quitté leur domicile pour des

congrés en 2014, contre 86 % de celles qui disposent de plus de 3 000 euros ¹. Et les efforts à fournir pour partir ne sont pas du tout les mêmes : le budget consacré par les partants les plus modestes, même limité, représente 8 % de leurs revenus, soit deux fois plus que le poids des vacances sur le budget des plus aisés ².

Les aides financières ne permettent pas de compenser les inégalités, notamment parce que de nombreux foyers en sont exclus. Un peu moins d'un quart de la population partie en vacances en 2014 indique avoir bénéficié d'au moins une forme d'aide financière ³. Et paradoxalement, les plus aidés sont les plus aisés : 25 % des hauts revenus (supérieurs à 3 000 euros par mois et par personne) touchent une aide, contre 22 % des bas revenus (moins de 1 200 euros). C'est principalement les différences de statut dans l'emploi (CDI, intérim...) et la taille de l'entreprise, qui expliquent cet écart. Obligatoire pour les entreprises de plus de 50 salariés, les comités d'entreprise jouent un rôle important dans l'accès aux vacances. Mais cela concerne une minorité de salariés. Des aides à caractère social existent aussi, mais elles concernent peu de foyer : en 2014, 5 % des vacanciers ont été aidés par les caisses d'allocations familiales. A cela il faut ajouter le manque de lisibilité des aides existantes : différentes d'un territoire à l'autre, elles sont aussi proposées par une multitude d'acteurs (CAF, collectivités territoriales, ANCV, associations...). Ainsi, 54 % des familles ne savent pas comment entreprendre les démarches nécessaires. ⁴

1 https://www.inegalites.fr/Qui-va-partir-en-vacances?id_theme=19

2 Le budget vacances des Français, cahier de recherche, CREDOC, décembre 2015

3 https://www.inegalites.fr/spip.php?page=analyse&id_article=2172&id_rubrique=110&id_mot=42&id_groupe=13

4 « Quel accès aux vacances et aux loisirs pour les familles », étude de l'UDAF 59, 2016



VACANCES : NOS PROPOSITIONS

réconisations

- **DÉVELOPPER** pour tous les publics qui en ont besoin des dispositifs d'aide aux vacances (financier et accompagnement) quel que soit le territoire. Identifier les publics pour qui ce soutien déclencherait le départ.
- **RECONNAÎTRE** et financer l'accompagnement social des vacances.
- **METTRE** en place une véritable politique publique d'accueil en inclusion des personnes en situation de handicap et/ou de dépendance. Simplifier des démarches et soutenir les transferts de soins lors du départ en vacances pour les personnes en perte d'autonomie.
- **S'APPUYER** sur l'École et l'ensemble des lieux d'enseignement pour promouvoir les vacances pour tous.
- **S'INSPIRER** des politiques publiques dédiées aux vacances et aux loisirs développées en Europe et dans le monde. Veiller à préserver dans l'espace européen les spécificités du tourisme social.
- **INTÉGRER** dans le socle européen des droits sociaux, le droit aux vacances.

esures

- **RENFORCER** le rôle de l'ANCV en élargissant le périmètre des publics auxquels elle s'adresse. Accroître les moyens de son action sociale tous publics.
- **DÉVELOPPER** la formation des travailleurs sociaux, des professionnels du handicap, des élus... sur l'accompagnement au projet de départ en vacances des personnes.
- **CRÉER** un fonds national d'aide au départ afin de financer le départ de ceux qui ne partent jamais.
- **INSTAURER**, dans toutes les entreprises, un taux minimal de la masse salariale consacrée aux activités sociales et culturelles et sanctuariser juridiquement le dispositif.
- **NE PAS TAXER** et/ou imposer les aides aux vacances accordées par les comités d'entreprise (chèques vacances, aides directes ou indirectes...).
- **MIEUX FAIRE CONNAÎTRE** les dispositifs d'aides au départ en vacances existants, notamment par des campagnes de communication régulières
- **METTRE** en place une politique nationale harmonisée pour l'ensemble des CAF sur les aides aux vacances.
- **ACCORDER** des aides aux opérateurs qui pratiquent des tarifs différenciés en fonction des ressources (Quotient Familial).



EnVacances 2019 !



Jeunesse au Plein Air
 21 rue d'Artois • 75008 Paris
 Tél : 01 44 95 81 20 • Fax : 01 45 63 48 09
lajpa@jpa.asso.fr • www.jpa.asso.fr